



**LE 7 SEPTEMBRE  
LES SALARIÉS ET RETRAITÉS DU NOTARIAT  
DOIVENT SE MOBILISER CONTRE LA RÉFORME DES  
RETRAITES  
ET  
POUR SAUVER LA CRPCEN**

La branche NOTARIAT de la Fédération CGT des Sociétés d'Etudes appelle tous les clercs et employés de notaires à faire grève le 7 septembre et à se joindre aux manifestations organisées dans toute la France.

Elle appelle également les retraités du notariat à se joindre à ces manifestations.

L'ensemble des forces syndicales qui comptent dans le pays se sont unies contre la réforme des retraites du gouvernement visant à remettre en cause les droits des salariés, et plus particulièrement le droit à retraite à 60 ans.

D'autres solutions existent pour sauver les retraites, et la CGT les a formulées dans son projet de « Maison commune des retraites » permettant de solidariser les différents régimes tels qu'ils sont, avec leurs spécificités et leurs histoires respectives.

Le notariat est particulièrement concerné puisque les salariés viennent de subir une réforme ayant déjà remis en cause l'âge de la retraite. Ils ont aussi subi une augmentation de leurs cotisations allant au-delà de la simple mise à niveau avec les autres régimes (+ 1 %).

Et comme si cela ne suffisait pas, le conseil d'administration de la CRPCEN étudie de nouvelles mesures de régression sociale auxquelles s'ajouterait la réforme du gouvernement, alors que les notaires ont été dispensés de mettre leurs cotisations à niveau. Ils sont encore 3,30 % en deçà de cette mise à niveau.

La CGT-notariat, dans le cadre de l'intersyndicale avec la CFDT, la CGC et la CFTC, a fait des propositions permettant de sauver la CRPCEN en évitant une nouvelle diminution de leurs droits sociaux. Mais elles sont ignorées par les tenants de la majorité du conseil d'administration.

Les salariés et retraités du notariat se doivent de manifester leur opposition à ces régressions sociales successives qui, en supprimant les avantages spécifiques de la CRPCEN, mettraient son existence en danger.

**Répondons « présent » le 7 septembre pour sauver notre couverture sociale.**

